

Et le Dragon est mis en échec par le Condor.

Confrontation interculturelle autour d'une proposition de loi sur les Droits de Propriété Intellectuelle entre un projet élaboré par un groupe de personnes autochtones des Andes boliviennes et celui élaboré par le gouvernement de Bolivie.

Valentina Ceppi, mémoire en ethnologie

Résumé :

Dans mon mémoire, j'ai analysé la façon dont un groupe d'autochtones des Andes boliviennes répond à une étude faite par « son gouvernement ». Cette étude concerne une proposition de loi autour des droits de propriété intellectuelle sur les savoirs traditionnels. Dans le souci d'accéder à la manière dont ce contre-projet organise son action et comment son système de pensée se construit, l'observation participante, ainsi que des entretiens individuels et de groupes m'ont permis de suivre la mise en place du « projet Inti » (c'est le nom que j'ai décidé de lui donner) jusqu'à sa rencontre cruciale avec un représentant du gouvernement, dans une confrontation directe.

Tout d'abord, j'ai présenté le contexte et la méthode de mon travail, pour donner le cadre général où le « projet Inti » prend place. Ensuite, je me suis intéressée à l'action du « projet Inti » selon deux perspectives. La première présente la narration de la journée où ces deux projets se sont trouvés confrontés l'un à l'autre et où ils ont construit un dialogue. A travers le récit qui nous décrira cette rencontre, nous pourrons commencer à observer comment s'est déroulé concrètement ce dialogue, quels sujets ont été abordés, quelle a été la dynamique de la rencontre et à quelles conclusions les deux projets sont arrivés. La seconde, analytique, nous amène à comprendre la façon dont s'est cristallisée l'incompréhension avant et lors de la rencontre, les stratégies utilisées par le « projet Inti » face au projet du gouvernement et enfin situer ce « contre-projet » dans la réalité bolivienne d'aujourd'hui.

Je peux ainsi dire qu'avant tout, l'action du « projet Inti » représente une incompréhension. Lors de la rencontre, elle a grandi et s'est renforcée autour de plusieurs éléments, qui ont permis à sa logique de prendre forme. Cette attitude a renforcé l'homogénéité de l'action collective. Nous pouvons regrouper les neuf points d'incompréhension lors de la rencontre, qui ont permis une première émergence des significations de l'action de notre acteur principal, autour de trois pôles : le pôle identitaire, l'association du pouvoir au savoir et le pôle politique. Choisir l'incompréhension comme fil conducteur de cette analyse de relations interculturelles m'a permis de m'approcher des enjeux sous-jacents et des représentations de l'action du « projet Inti ». Ensuite, les neuf points d'incompréhension, ressortis lors de la rencontre, m'ont permis d'analyser la stratégie utilisée par le « projet Inti » et son contexte d'action.

C'est ainsi que nous avons pu remarquer que l'action du « projet Inti » s'inscrit dans un rapport de force. En s'intéressant au projet en tant que nécessité vitale et opportunité culturelle, je me suis interrogé sur la façon dont les individus, les groupes et les cultures vivent le temps. J'ai remarqué que la culture traditionnelle andine est utilisée en tant que « champ de base » dans la stratégie du « projet Inti ». Si le mot traditionnel connote généralement le figé, le révolu, l'archaïque, j'ai alors de la peine

à l'associer à l'action dynamique qu'accompagne ce projet. Les idéologies de la *différence culturelle* et de *l'authenticité* sont probablement donc utilisées en tant que référents identitaires et source de pouvoir, soit au niveau des savoirs, soit au niveau politique. C'est ainsi que la volonté d'une collaboration se traduit plutôt par une envie de confrontation et l'incompréhension, par une volonté à ne pas comprendre. Derrière la difficulté à communiquer se cache une stratégie d'opposition au travail du gouvernement et la thématique des DPI (Droits de Propriété Intellectuelle) permet ainsi au « projet Inti » de se confronter à plusieurs niveaux face à un gouvernement qui n'est pas apprécié. Nous remarquons que le regard du « projet Inti » envers le gouvernement est ambivalent et produit une variété de stratégies pour jouer contre et avec lui. Nous avons pu le voir en ce qui concerne le « champ de base » de l'action du « projet Inti », qui est utilisé en partie par le projet du gouvernement lui-même. La logique des peuples autochtones est ainsi utilisée par les deux acteurs selon les circonstances, l'un pour exercer du pouvoir au sein de l'Etat et l'autre au sein de l'OMC. Le pouvoir politique apparaît alors comme un produit de la compétition et comme un moyen de la contenir.

Enfin, l'action du « projet Inti » reflète aussi la situation actuelle que la Bolivie est en train de vivre. La revendication identitaire du « projet Inti » s'inscrit aussi dans le besoin de se différencier de la grande catégorie de *peuples autochtones de Bolivie*, en s'affirmant à un autre niveau plus indépendant. Il se positionne contre une réglementation et à une diffusion uniformisante des savoirs traditionnels, et par conséquent contre la réglementation et l'uniformisation d'une culture traditionnelle. Sans forcément l'explicitier, les discours du « projet Inti » rejoignent les mouvements altermondialistes, en se positionnant contre la marchandisation du monde. Pour les concepteurs du « projet Inti », par contre, l'OMC reste pourtant une entité-fantôme et leur rôle se limite à désarmer leur gouvernement et revendiquer un espace dans leur pays. Le scénario complexe qui surplombe l'action du gouvernement n'est pas directement présent, il regarde la scène depuis le haut et nos concepteurs n'ont pas la vision complète du tableau, même s'ils ont opéré parfois des bonnes déductions. Bertrand & Kalafatides (2002) expliquent qu'aujourd'hui, ce ne sont plus les instances officiellement en place, à savoir les gouvernements, qui exercent le vrai pouvoir. Progressivement, tout en laissant les politiques s'agiter sur le devant de la scène, ce qui leur permet d'agir loin des regards, dans les coulisses, les transnationales se sont emparées des commandes, en dictant les lois du commerce international. Selon ces auteurs, au-delà de son statut et de ses prérogatives exorbitantes, c'est sa vision grossière et archaïque du monde et des humains qui doit être fondamentalement remise en cause. Toute stratégie qui prétendrait s'établir sur un « rapport de force » politique serait illusoire et vaine. Les meilleurs terrains de résistance sont ainsi, semble-t-il, culturels, faisant appel à une richesse sociale et intellectuelle.

Dans une Bolivie en plein changement social, on retrouve avec le « projet Inti » bien plus qu'une proposition de loi pour défendre les savoirs traditionnels : une lutte d'idéologies, une confrontation de visions et une revendication identitaire. Nous avons vu que la question proprement économique-juridique en cache d'autres, comme la question identitaire ou politique, et qu'une incompréhension peut aussi être voulue, pour entrer dans un rapport de force. L'action du « projet Inti » s'inscrit dans une situation de grand changement social que la Bolivie est en train de vivre depuis quelques années. Dans ce contexte, nous avons pu mettre à jour un différent niveau d'action des peuples autochtones de ce pays.